



L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



POUR VOUS **GUIDER** DANS
LE MONTAGE DE PROJET

QUELQUES SIGLES POUR VOUS AIDER

BTA	Brevet de Technicien Agricole
BTSA	Brevet de Technicien Supérieur Agricole
CNEAP	Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé
DGER	Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt)
EAD	Education Au développement
EADR-SI	Education Au développement Rural et à la Solidarité Internationale
ESC	Education Socio-Culturelle
GEMEAU	Gestion et Maîtrise de l'Eau (BTS)
JSI	Jeunesse et Solidarité Internationale
LAP	Lycée Agricole Privé
LEAP	Lycée d'Enseignement Agricole Privé
LEPAP	Lycée d'Enseignement Professionnel Agricole Privé
LTP	Lycée Technique Privé
PED	Pays En Développement
SAPAT	Services Aux Personnes et Aux Territoires
SMR	Services en Milieu Rural
SRFD	Service Régional de la Formation et du Développement

QUI SOMMES NOUS ?



Le réseau EADR-SI est composé de personnes, aux profils variés, exerçant dans les établissements du CNEAP, et intéressées par le développement et la solidarité internationale.

En 2012, le **CNEAP** (Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé) et **Fert** ont décidé de s'investir dans la mission de **coopération internationale** de l'enseignement agricole, et de l'incarner par une structure **décentralisée et horizontale** : le **réseau Education au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI)**.

Les « **Correspondants Régionaux** » (CR) de l'EADR-SI sont de véritables mines d'informations en région pour qui veut se lancer dans un projet de coopération internationale et d'éducation au développement (EAD).

Le réseau EADR-SI est animé au niveau national par deux relais CNEAP et Fert, et se rencontre deux fois par an. Ces rencontres sont l'occasion de faire le point sur les actions en régions et de réfléchir aux moyens permettant de développer les initiatives.

> www.eadrsi-cneap.fr



Avec 51 000 élèves
et étudiants,
3000 apprentis,
4500 élèves
ingénieurs et
11 00 stagiaires
adultes, le réseau
CNEAP est un
acteur majeur de
l'enseignement
agricole en France.

Le **Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé (CNEAP)** est un **réseau d'établissements d'enseignement agricole privé** et de centres de formation vers les métiers de la nature et du vivant, et des services à la personne. Les établissements du CNEAP accueillent sur tout le territoire français, en externat, demi-pension et internat, les jeunes de la classe de 4ème jusqu'au niveau ingénieur, en formation générale, professionnelle et technologique.

Le CNEAP est un organisme national de l'enseignement catholique et une fédération représentative, notamment pour le ministère chargé de l'agriculture, des établissements et associations qui en sont membres.

> www.cneap.fr



Fert a pour objet
de contribuer à
créer dans les pays
où elle intervient
les conditions
permettant aux
agriculteurs
d'améliorer leurs
conditions de
vie et de travail,
et d'assurer la
souveraineté
alimentaire de
leur pays.

Fert est une **association française de coopération internationale pour le développement agricole**. Elle a été créée par des responsables d'organisations professionnelles agricoles et d'autres personnalités préoccupés par les problèmes alimentaires des pays en développement, et bénéficie depuis 30 ans du soutien des organisations professionnelles céréalières françaises.

Fert accompagne les agriculteurs dans la création d'organisations (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, centres de formation ...) leur permettant d'apporter des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts.

Elle conduit dans **13 pays une vingtaine d'actions de terrain** dans lesquelles elle mobilise des responsables et techniciens agricoles dans une démarche de **solidarité** pour partager leur expérience d'engagement professionnel et de gestion de leurs organisations.

> www.fert.fr

AVANT PROPOS

François Paliard
Président du CNEAP



Le guide que vous ouvrez est le fruit d'un rêve : lier des lycées agricoles privés qui pratiquent une approche différenciée de la coopération internationale, mais aussi lier deux approches du développement a priori différentes : le développement international et le développement rural. En d'autres termes, l'ailleurs et le regard positif porté sur l'autre, et le « non délocalisable » que représente le territoire rural.

C'est pour cela que la mission de « coopération internationale » est pensée par le CNEAP comme une « ouverture à l'international » : une rencontre de l'autre, ailleurs.

Deux organisations, Fert et le CNEAP, ont décidé de s'associer pour vous proposer une méthodologie propre à la mission de coopération internationale que le Code rural assigne aux établissements d'enseignement agricole.

Chaque lycée a déjà entrepris des actions selon des modalités qui lui sont propres et qui illustrent la très grande diversité des expériences éducatives qui prennent vie au sein de notre réseau d'établissements. Partant de ce constat, il nous a semblé indispensable de mutualiser, de créer les conditions de partage de ces démarches isolées pour fédérer autour d'elles. **C'est l'objet de l'action conjointe entre Fert et le CNEAP : identifier, puis mutualiser les pratiques nombreuses afin de les diffuser et de les faire fructifier.**

Pourquoi ? Le guide répond à cette question. Associer ces deux termes « développement rural » et « solidarité internationale » ne va pas de soi. C'est l'objet de ce guide que d'essayer de vous convaincre

du bien-fondé de cette démarche au service des autres, au service de l'autre, ici ou là-bas.

Prenez le temps de le parcourir, voyez comment les expériences déjà menées peuvent vous inspirer, ou au contraire, comment ce que vous réalisez déjà peut enrichir notre panorama.

La réussite d'un tel projet se mesurera au **changement de regard que les jeunes que nous formons aujourd'hui porteront sur le monde de demain**, par la conduite de leur vie. En même temps, ces projets modifient le projet d'établissement et le regard que les adultes composant notre communauté éducative jettent sur leur environnement et sur leurs pratiques.

Il y a beaucoup d'humain dans tout cela ; c'est là le seul fondement de notre action éducative.



Henri de Benoist Président de Fert



Fert est une association de solidarité internationale née de l'initiative d'acteurs professionnels agricoles et non agricoles convaincus de l'importance de la solidarité et de la coopération avec les agriculteurs des pays en développement. Elle accompagne les agriculteurs qui cherchent à s'organiser pour résoudre un ou des problèmes rencontrés : réfléchir avec eux pour définir leurs besoins, identifier des solutions, et les aider à les mettre en œuvre. Fert apporte aujourd'hui son soutien aux agriculteurs d'une douzaine de pays.

L'un des points centraux de la démarche d'intervention de Fert est de s'appuyer sur les compétences professionnelles et l'expérience du monde agricole. C'est précisément à partir de cette posture pragmatique que s'est noué, il y a plus de dix ans, le partenariat entre Fert et le CNEAP, autour des collègues agricoles à Madagascar. Plus récemment, ce même principe d'action a conduit les deux organisations à

initier une démarche d'Education au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI). Dans un monde où un milliard d'individus - dont 80% sont des ruraux - souffrent toujours de la faim ; où l'agriculture est souvent le « parent pauvre » des politiques publiques, **Fert et le CNEAP sont convaincus de l'intérêt pédagogique et éducatif d'ouvrir les jeunes en formation agricole à l'international**, et d'aborder avec eux les questions de développement rural et de solidarité internationale. Education et sensibilisation au développement sont donc pleinement complémentaires de l'action de Fert depuis plus de 30 ans : le soutien aux agriculteurs des pays en développement.

Eduquer au développement rural et à la solidarité internationale, c'est avant tout « ouvrir le champ des possibles » : l'apprentissage de la curiosité et l'exercice de l'esprit critique sont au cœur de l'action. A l'image des agriculteurs français à qui l'on conseillait, dans

les années 1970, de « regarder par-dessus la haie », l'éducation au développement rural et à la solidarité internationale doit permettre, aux jeunes et aux moins jeunes, une ouverture et une compréhension précise du monde qui les entoure.

Que vous soyez enseignant, chef d'établissement, documentaliste, personnel administratif et de vie scolaire, administrateur, élève, **ce guide vous donnera, je l'espère, quelques clés pour engager dans vos établissements et vos territoires des actions d'éducation au développement**. Rédigé par les Correspondants Régionaux du réseau EADR-SI, ce guide est le fruit d'expériences de terrain. Là encore, les démarches de Fert et du CNEAP se rejoignent : c'est du terrain que naîtront les enseignements, c'est par le terrain que s'enrichiront les pratiques.



POURQUOI CE SUPPORT ?

Ce guide est le produit d'une demande émanant des acteurs de terrain : chefs d'établissements, enseignants, personnels de vie scolaire...Des personnes volontaires et intéressées par les thématiques du développement et de la solidarité internationale, mais parfois démunies quand il s'agit de concrétiser l'intention (monter des projets et des actions). Il a été rédigé par les membres du réseau EADR-SI : les Correspondants Régionaux et les relais nationaux du réseau.

Ce support vise à apporter des éléments de réponses aux principales questions qui se posent lors de la construction et la réalisation d'un projet d'EADR-SI. Il s'appuie pour cela sur un panel d'expériences des lycées du CNEAP.

REMERCIEMENTS



Merci aux Correspondants Régionaux du réseau EADR-SI, qui ont écrit les grandes lignes de cet ouvrage lors des rencontres du réseau en 2013. Et un grand merci à tous les établissements du CNEAP qui ont partagé leurs expériences lors d'un appel à contribution.

SOMMAIRE

Quelques sigles pour vous aider	2
Qui sommes-nous ?	3
Avant-propos	6
Pourquoi ce support ?	10

Partie 1 : Pour s'échauffer, un petit aperçu de l'éducation au développement rural et à la solidarité internationale	15
---	-----------

1. La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole	16
2. L'éducation au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI)	18
3. EADR-SI et enseignement agricole : donnons du sens à l'enseignement, de l'envergure aux projets...	22
...Par le projet d'établissement	25
...Par les référentiels pédagogiques	26
...Par l'éducation socio-culturelle	27
...En utilisant la pluridisciplinarité	30
...Et la pédagogie du projet	32
Pour aller plus loin	33

Partie 2 : Pour s'entraîner, quelques étapes indispensables à franchir 39

1. Ne pas réinventer la roue	41
2. Identifier la problématique et le public visé	42
3. Choisir un type de projet	44
Les projets d'EAD ponctuels	46
Les projets d'EAD annuels / pluri-annuels	46
Les projets d'EAD en lien avec une mobilité	46
4. Composer l'équipe de pilotage du projet	49
5. Identifier des partenaires	53
6. Définition des objectifs et des activités du projet en lien avec les partenaires	55
Pour aller plus loin	56

Partie 3 : Pour se lancer : mettre en place le projet ! 59

1. Rechercher des financements	60
2. Mettre en œuvre le projet : trois exemples parmi tant d'autres...	62
Solidarité internationale à Pézenas : quels défis ? Vers quels leviers d'actions ?	63
La Semaine de l'altérité	66
Le Maroc, découvrir et appréhender une autre civilisation	69
3. Valorisation et communication autour du projet	72
4. Evaluation	74
Pour aller plus loin	77

Conclusion 78

Annexes 80

Annexe 1 : Circulaire du 26 juin 2001	81
Annexe 2 : Document de référence du réseau EADR-SI	82
Annexe 3 : Définition de l'EAD par le Ministère de l'Agriculture	85
Annexe 4 : Définition de l'EAD-SI par Educasol	87
Annexe 5 : Les campagnes nationales d'EAD	88
Annexe 6 : Structures ressources en région	90



PARTIE 1 : POUR **S'ÉCHAUFFER**, UN PETIT APERÇU DE L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

L'éducation au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI) fait partie de la **coopération internationale**, mission¹ de l'enseignement agricole. A ce titre, elle est étroitement liée aux **référentiels pédagogiques**.

¹ Les autres missions sont : la formation technique, générale et professionnelle, initiale et continue / l'animation et le développement du territoire / l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes et des adultes / le développement, l'expérimentation et la recherche.



LA MISSION DE COOPÉRATION INTERNATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

La coopération est l'une des cinq missions confiées à l'enseignement agricole par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999. De façon très simple, **coopérer**, c'est **agir conjointement avec quelqu'un**. Dans le cadre de l'enseignement agricole, nous emploierons les mots « coopération internationale » pour désigner des **actions co-construites entre jeunes et adultes et/ou entre partenaires de pays différents**. L'Education Au Développement constitue un volet de cette mission de coopération internationale, telle que définie par la circulaire du 26 juin 2001.

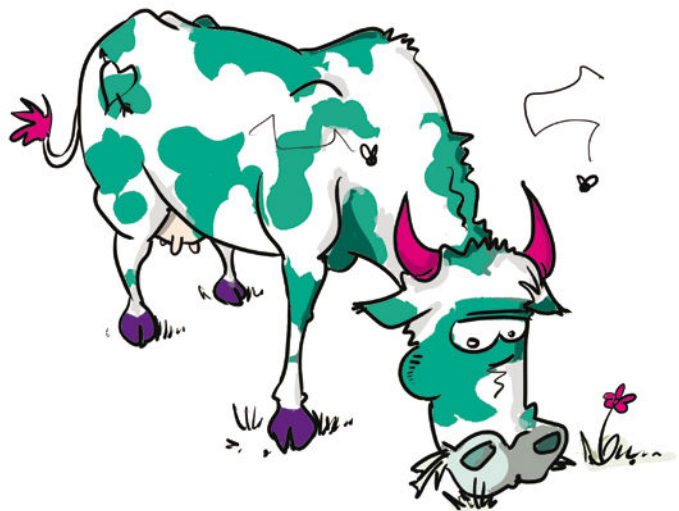
La mission de coopération internationale s'est d'ailleurs progressivement enrichie : très technique dans les années 1970, elle recouvre aujourd'hui tout un ensemble d'actions, diverses et variées, dont la **rencontre interculturelle** (la rencontre avec l'autre) est un point central.

Les apports de la coopération internationale



2

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT RURAL ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (EADR-SI)



Eduquer au développement rural et à la solidarité internationale, c'est :

- **Prendre conscience de l'interdépendance croissante des hommes,** des territoires, des Etats, des économies : les actes de chaque individu ont des conséquences à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale ;
- **S'intéresser et s'ouvrir au monde**
- enjeu crucial dans une Europe en crise, parfois tentée par le repli identitaire - pour comprendre sa complexité, débattre et remettre en cause les idées reçues ;
- **Agir pour un monde plus juste et solidaire.**



PAROLES DE CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

« La solidarité, c'est une notion à travailler, certains pensent être solidaires quand ils donnent une pièce en sortant du supermarché, alors qu'on est aussi solidaire quand on reçoit... ».

L'Education au Développement Rural et à la Solidarité Internationale

EDUCATION

transmission, aide à la construction et à l'appropriation, « accompagnement vers la découverte »

EADR-SI

SOLIDARITÉ

INTERNATIONALE

fraternité, entraide, partage

DÉVELOPPEMENT

RURAL

ensemble des actions qui contribuent au développement d'un territoire rural, concept multi-sectoriel touchant de nombreux domaines, comme l'économie, le logement, l'éducation, les infrastructures, la santé...



JE DONNE, JE NE DONNE PAS ?

Le don : action de donner, de céder quelque chose que l'on possède et, en particulier, action de donner de l'argent à quelqu'un, à une institution, une œuvre. Source : www.larousse.fr

Comme l'a rappelé Ritimo (réseau d'information et de documentation pour la solidarité et le développement durable) il y a quelques années, le don n'est pas forcément une (bonne) solution !

Si le don de matériel est basé sur une démarche altruiste, ses conséquences dans les pays en développement peuvent parfois être neutres, voir négatives comme dans le cas des dons de médicaments. Un projet de don doit donc être bien réfléchi en amont, et bien encadré.

Pour aller plus loin > Le don, une solution ?, Ritimo, 2001.



EADR-SI ET ENSEIGNEMENT AGRICOLE : DONNONS DU SENS À L'ENSEIGNEMENT, DE L'ENVERGURE AUX PROJETS...

L'enseignement agricole offre de **nombreuses possibilités** de mettre en place des actions d'éducation au développement, **en lien direct avec les référentiels de formation**. En effet, l'enseignement agricole est une originalité du système éducatif français : de par ses missions d'animation du territoire et de **coopération internationale**, il crée un lien **entre le global et le local**, en mobilisant des **méthodes pédagogiques innovantes**.



EDUCATION AU DÉVELOPPEMENT ET RÉFÉRENTIELS DE FORMATION

Pour avoir une première idée des liens pouvant être faits entre éducation au développement et référentiels de formation, vous pouvez consulter le rapport de la DGER « *L'éducation au développement et à la citoyenneté internationale : quelles pratiques pour réussir ?* » (février 2011), disponible sur www.chlorofil.fr (rubrique *Rapports thématiques de l'inspection de l'enseignement agricole*) et le site du réseau EADR-SI www.eadrsi-cneap.fr (rubrique *EAD et référentiels*).

Les spécificités de l'enseignement agricole



... PAR LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT

La coopération internationale peut apparaître explicitement dans le **projet d'établissement**, qui est au centre de l'activité d'un établissement et fixe pour une période relativement courte (trois à cinq ans) les actions qui permettront à l'établissement de s'adapter aux mutations de son territoire.



INSCRIRE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT

Depuis quelques années, l'Institut de Genech (59242, Nord-Pas de Calais) soutient financièrement un projet agricole au Bénin. Depuis 2010, 80 jeunes (en majorité des élèves de Terminale) se rendent au Bénin durant 15 jours. De la conception à la réalisation, durant 8 à 9 mois, le Comité Départ, créé en 1974 et composé de salariés de l'Institut, accompagne les jeunes dans leur projet de mobilité : il les prépare au séjour et les aide à établir des relations avec les partenaires béninois. Au retour, il fait avec les jeunes le bilan de leur action. L'ouverture au monde et à l'international est un des axes du projet d'établissement, accessible sur le site de l'Institut :

www.institutdegenech.fr

... PAR LES RÉFÉRENTIELS PÉDAGOGIQUES

L'enseignement agricole offre de larges possibilités de mettre en place des actions d'éducation au développement rural et à la solidarité internationale, en mobilisant des méthodes pédagogiques innovantes, en lien direct avec les référentiels de formation.

En voici quelques exemples (liste non exhaustive !) :

- Les **Enseignements à l'Initiative de l'Etablissement** (EIE), dont l'organisation est pilotée par l'établissement selon un projet pédagogique construit par la communauté éducative et validé par le Conseil d'Administration ;
- Les **Modules d'Adaptation Professionnelle** (MAP) ;
- Les **Modules d'Initiative Locale** (MIL), qui visent à permettre le développement d'une compétence professionnelle ou d'une ouverture sur des réalités sociales ou culturelles, sur des sciences ou des technologies contemporaines



COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉFÉRENTIELS

Les projets de coopération internationale menés par le LEPAP Vaxergues Charles Paliès (12400, Midi-Pyrénées) au Sénégal et en Roumanie sont inclus dans la formation, dans le cadre de l'épreuve d'option mise en place dans le lycée. Ce module est doté de 45 heures par année et fait l'objet d'une épreuve d'examen (dossier écrit, épreuves pratiques et orales).

... PAR L'ÉDUCATION SOCIO-CULTURELLE

L'éducation socio-culturelle (ou ESC) est une **particularité** de l'enseignement agricole en France, et intervient dans plusieurs domaines éducatifs : l'éducation à la communication humaine, à l'autonomie et à la coopération, l'éducation à l'environnement socioculturel et l'éducation artistique. Elle fait appel aux **méthodes actives**, notamment la **pédagogie par projet**.



FRANÇOISE, ENSEIGNANTE D'ESC

L'ESC permet au jeune de se positionner comme un citoyen engagé, informé, ayant un esprit critique pour défendre des valeurs, les droits humains par exemple.

En éducation au développement, nous avons besoin de la méthodologie de projet, de nous interroger sur les aspects sociologiques et culturels d'un groupe social, d'un territoire... L'ESC permet de travailler ces aspects.

GAËLLE, ENSEIGNANTE D'ESC

Enseigner l'éducation au développement au lycée, c'est d'abord être en accord avec le projet d'établissement, et donc l'équipe éducative. C'est une démarche socioéducative qui, grâce à l'enseignement de l'ESC, a toute sa place.

L'ESC doit contribuer au développement culturel et social de l'élève en lui permettant d'être curieux, créatif, responsable, autonome et d'avoir un esprit critique. Les finalités de l'EAD doivent provoquer des « changements », tant au niveau individuel que collectif ; ainsi la classe est un lieu privilégié pour valoriser ces changements chez le jeune. L'esprit critique que l'on essaie de déployer chez l'élève lui permet de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et d'avoir une conscience internationale.

Dans le cadre de l'ESC, l'enseignant facilite et développe l'expression personnelle de l'élève, et le prépare à une vie d'adulte responsable. L'EAD influe sur les savoirs, les représentations, les attitudes et comportements des élèves, pour renforcer leurs capacités à s'engager et à se mobiliser pour devenir des acteurs citoyens et responsables.

Enseignante en ESC et ayant des valeurs fortes de solidarité internationale, je n'hésite pas à utiliser plusieurs outils pédagogiques en fonction des niveaux de classes et des filières. L'ensemble des classes participent aux campagnes nationales de la solidarité internationale et au Festival ALIMENTERRE. Les enseignants en ESC, mais aussi en histoire-géographie,



économie, et matières professionnelles n'hésitent pas à réfléchir ensemble à un programme pédagogique mettant en œuvre l'EAD lors de ces temps forts.

Un magasin pédagogique qui commercialise des produits du terroir et des produits équitables est animé par les élèves de Bac Pro vente. Il leur permet d'acquérir des savoirs sur le commerce équitable, le microcrédit et le développement durable. Ces savoirs sont mis en œuvre dans l'animation du magasin, les élèves deviennent acteurs du commerce équitable et partenaires de producteurs du Sud, et d'associations comme Artisans du Monde.

Les stages à l'étranger sont l'occasion de nouvelles découvertes, tant sur le plan géographique, économique, socioculturel et personnel. C'est l'occasion pour l'ESC de renforcer la communication interpersonnelle et de sensibiliser à l'interculturalité, essentiels au bon déroulement d'un stage et d'une rencontre. Sans oublier la pédagogie de projet, importante en ESC, où les élèves peuvent organiser des actions autour de leur stage pour le valoriser. Ils peuvent alors communiquer, créer, animer, participer à la vie locale, rencontrer des acteurs du territoire ainsi que des associations de solidarité.

Toutes ces activités pédagogiques mettent en lien l'ESC et l'EAD pour mieux préparer les jeunes à devenir des adultes citoyens et acteurs d'un monde plus juste.

.... EN UTILISANT LA PLURIDISCIPLINARITÉ

Les actions et projets d'éducation au développement font également appel à la **pluridisciplinarité**, autre spécificité de l'enseignement agricole, qui permet de mettre en avant la **complémentarité** des différentes disciplines afin de résoudre un problème donné. Cette diversité des points de vue passe aussi par la mise en place d'activités intégrant le contexte territorial et l'environnement professionnel et culturel de l'établissement.





MARIE-HÉLÈNE, FORMATRICE À L'IFEAP

L'éducation au développement engage l'étude d'objets complexes pour lesquels les équipes pédagogiques se mobilisent. Les projets sont réels, peuvent se vivre sur le terrain et exigent l'intervention de compétences de plusieurs disciplines. La complexité de la réalité du monde actuel nécessite une approche interdisciplinaire.

Cette pédagogie de projet est ainsi un support privilégié de motivation des élèves et des enseignants, et participe à l'ancrage de l'établissement dans ses territoires, du local à l'international.

Les équipes pédagogiques construisent une compétence collective puisque les compétences des différents enseignants vont se révéler complémentaires. On ne peut réaliser une activité interdisciplinaire sans s'engager dans un réel travail de concertation.

La démarche pluridisciplinaire contraint aussi à revisiter ses pratiques pédagogiques, à sortir d'une stratégie magistrale. Les enseignants sont amenés à rendre les élèves et étudiants davantage acteurs.

L'EAD qui suscite une exploration nouvelle du monde est ainsi une belle illustration de l'activité interdisciplinaire. Il s'agit maintenant pour les équipes de développer des initiatives de démarche d'EAD en s'appuyant sur les référentiels de formation ».

... ET LA PÉDAGOGIE DU PROJET

La pédagogie du projet, pratique de **pédagogie active** qui permet de générer des apprentissages à travers la réalisation d'une production concrète, est bien connue de l'enseignement agricole. Les projets d'éducation au développement permettent ainsi, à partir de l'expérience et de situations vécues, de parvenir à une compréhension plus théorique des grands enjeux mondiaux.



POUR SYNTHÉTISER

- Les référentiels pédagogiques comportent de nombreuses occasions de mettre en place des actions et projets d'éducation au développement, et ce tout au long de l'année ;
- Cette ouverture permet de relier l'éducation au développement avec d'autres disciplines ou modules (histoire-géographie, économie, éducation socio-culturelle, langues etc...) : elle n'est pas une activité à part ;
- Les temps forts, notamment les campagnes nationales comme la Semaine de la Solidarité Internationale², sont importants pour rassembler, fédérer et communiquer.

² www.lasemaine.org



LES ÉVOLUTIONS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

- « • Dans les années 1970, les actions internationales sont principalement des voyages linguistiques (Allemagne fédérale grâce au financement de l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse et Grande-Bretagne) et des voyages d'études, secondairement des stages à l'étranger ;
- Dans les années 1980 se sont développées les actions de sensibilisation aux réalités du tiers-monde puis d'éducation au développement (circulaire sur les actions d'éducation au développement en 1981, note de service sur la sensibilisation des élèves aux réalités du tiers-monde en 1983, accompagnées de voyages d'études et d'actions d'appui au développement dans les pays du Sud, essentiellement d'Afrique [...] ;
 - A partir de la fin des années 1980, ce sont des actions d'échanges d'apprenants, d'enseignants, de stages à l'étranger, qui se multiplient avec les pays de l'UE [...] notamment dans le cadre des programmes européens (LEONARDO, LINGUA, SOCRATES) [...] ;
 - Enfin, au milieu des années 1990, ce sont les activités d'expertise et de conseil pour la création ou la rénovation de dispositifs de formation qui se développent et ceci tant pour les établissements techniques, de formation professionnelle continue que d'enseignement supérieur [...]. »

Source : Alain MARAGNANI, La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole, Champs culturels n°14, 2001.



PETITE HISTOIRE DE L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Michel Faucon identifie plusieurs périodes dans la création et le développement de l'éducation au développement.

- « [...] c'est vraiment dans les années 60, dans la foulée des décolonisations et en réaction aux crises et aux conflits, principalement en Afrique, que des citoyens en France ont estimé qu'il fallait faire quelque chose pour se porter au secours de gens qui connaissaient des famines ou les conséquences dramatiques de conflits. »

Ces premières expériences de solidarité internationale ont amené à plusieurs constats :

- « [...] le développement devait s'appréhender dans sa globalité : vouloir agir sur tel ou tel secteur (santé, éducation, alimentation, production, etc.) sans tenir compte des autres était préjudiciable ;
- le développement n'était pas un processus que l'on pouvait décider ni piloter de l'extérieur : il reposait avant tout sur la mobilisation des populations locales ;
- l'aide au développement ne consistait pas en des transferts de matériels ou de connaissances mais d'abord dans un renforcement des capacités humaines locales et des ressources physiques, économiques, etc. »

Ces différents constats poussent les associations à prendre l'engagement « "d'éduquer" l'opinion publique, de donner à voir un autre visage de ce que l'on appelait encore le Tiers-monde, de mettre en valeur les richesses culturelles et humaines que la pratique du partenariat avait permis de découvrir et d'éprouver sur la durée. » C'est ainsi qu'est née l'éducation au développement.

Source : Michel FAUCON, *Historique, notion et démarche de l'EAD-SI*, Educasol



QUELQUES DÉFINITIONS

Culture : *« La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. »*
Définition de l'UNESCO.

La rencontre interculturelle : *« Comme il y a autant de cultures que d'individus sur terre, la rencontre de l'autre est une rencontre interculturelle [...] L'altérité, c'est la reconnaissance, l'acceptation, la compréhension de l'autre dans ses différences, ou dans sa diversité. »*

Source : *Pour une éducation au développement durable et solidaire, Guide pédagogique, Besançon, 2012, p23.*

Concept transversal et pluridisciplinaire, l'interculturalité constitue l'essence même de tout projet d'EADR-SI. Passerelle entre des savoirs, savoirs-faire et savoirs-être, elle permet la mise en mouvement parce qu'elle donne accès à une autre information, favorisant ainsi la compréhension des enjeux (locaux comme globaux), pour in fine, agir....et parvenir à une rencontre de l'autre réussie !

Préjugé : *« Les préjugés reposent sur des données insuffisantes concernant les autres. Nous avons tendance à avoir des préjugés à l'égard des autres, simplement parce que nous ne les connaissons pas et ne faisons aucun effort pour les connaître. Les préjugés sont fondés sur des expériences vécues par d'autres ou sur les informations véhiculées par les journaux. »*

Source : *Conseil de l'Europe, T-kit L'apprentissage interculturel, 2001.*

Stéréotype : *« Les stéréotypes sont l'expression ultime de la catégorisation. Ce sont des jugements que l'on porte sur les autres sans fondement ni réflexion. »*

Source : *Conseil de l'Europe, T-kit L'apprentissage interculturel, 2001.*



... ET L'HUMANITAIRE DANS TOUT ÇA ?

Le terme humanitaire désigne une activité d'urgence, qui vise à porter secours en pays étranger, mais aussi sur le territoire national, aux victimes de guerre, de catastrophes naturelles, lors de déplacements de populations, d'épidémies... Les personnes qui interviennent lors de crises humanitaires sont spécialement formées pour cela, et les lycées agricoles n'ont ni la mission ni la vocation d'intervenir dans de telles situations.



PAROLES DE CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

« Ce terme [humanitaire] fait référence aux ONG qui travaillent dans des contextes d'urgence (catastrophes naturelles, conflits) et ne concerne pas les actions menées par les établissements d'enseignement agricole, qui n'ont ni les compétences pour, ni la mission de sauver des vies ! Malgré tout, ce mot reste utilisé par les élèves et les collègues, notamment dans les documents de communication, essayons de déconstruire ce discours ! »



BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

- **Alain MARAGNAGNI**, *La mission de coopération internationale de l'enseignement agricole : histoire, structuration et évolution*, Educagri Editions, 2008
- **Lise THOMAS**, *La coopération internationale dans l'enseignement agricole*, Educagri Editions, 2002
- Référentiels de formation : www.chlorofil.fr

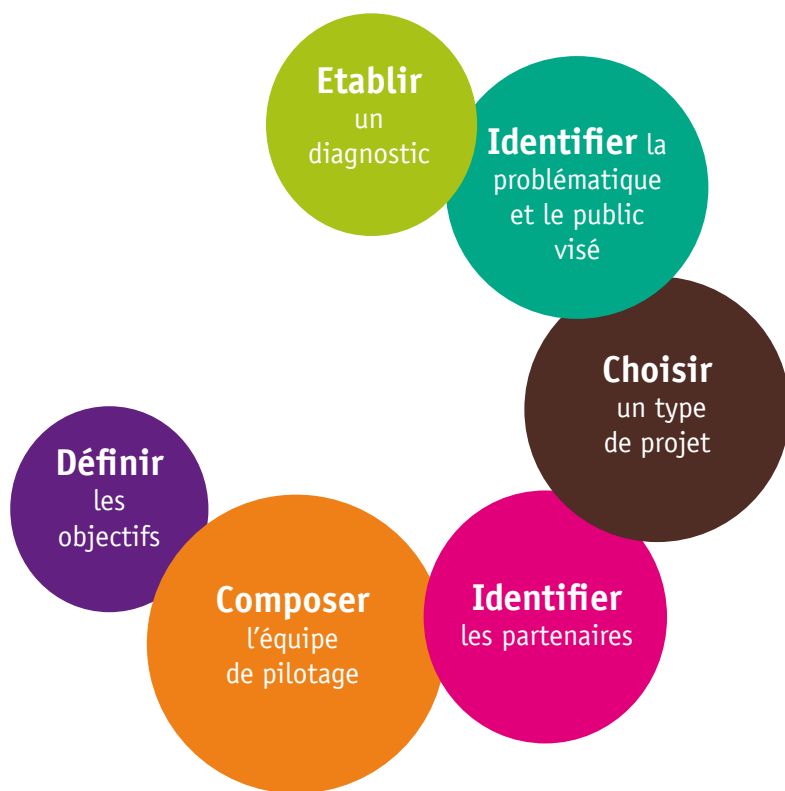
Pour un aperçu des liens entre EAD et référentiels, consulter le site EADR-SI, rubrique « *EAD et référentiels* » :
www.eadrsi-cneap.fr



PARTIE 2 : POUR **S'ENTRAÎNER**, QUELQUES ÉTAPES INDISPENSABLES À FRANCHIR

L'EADR-SI n'a maintenant plus de secret pour vous et vous souhaitez mettre en place un projet dans votre établissement ? Bien ! Mais d'abord, quelques précisions s'imposent.

Les différentes étapes à franchir dans le montage de projet





NE PAS RÉINVENTER LA ROUE : ÉTABLIR UN DIAGNOSTIC

Pour ne pas réinventer ce qui se fait déjà dans l'établissement, il peut être intéressant d'établir un **diagnostic de l'existant**.

Tous les personnels sont concernés par cette étape (car l'EAD ne concerne pas que les seuls enseignants) : enseignants, personnels administratifs et de vie scolaire, personnels techniques, membres du conseil d'administration (qui peuvent être des personnes ressources pour la mise en place de partenariats).

Ce diagnostic peut prendre la forme d'un **petit questionnaire**. Il permettra de dégager des **thématiques transversales**, susceptibles d'impliquer l'ensemble de la communauté éducative dans un futur projet d'éducation au développement.

Il peut être piloté par le chef d'établissement (ou son adjoint), l'enseignant référent Coopération Internationale (quand il existe), ou n'importe quel membre de la communauté éducative. L'important est que cette démarche soit **collective** !



IDENTIFIER LA PROBLÉMATIQUE ET LE PUBLIC VISÉ

Une fois le diagnostic établi, deux questions centrales doivent être posées :

- Pour qui : quels jeunes, quels niveaux ?
- Pour quoi faire ?

Toute action d'EAD vise un **changement** : de comportement, de réflexion...Il est alors essentiel de penser dès le départ :

- Au(x) problème(s) au(x)quel(s) vous souhaitez répondre par cette action d'EAD ;
- Au(x) changement(s) visé(s) :
 - **déconstruire les préjugés** des jeunes (et des adultes) sur telle population par exemple (il faut pour cela avoir une idée initiale de la nature de ces préjugés) ;
 - **encourager l'autonomie, ancrer des méthodes de conduite d'un projet, s'ouvrir à d'autres réalités** (cela peut supposer une mobilité à l'étranger mais également un accueil en France).

Définir le changement visé par l'action d'EAD va également permettre de mettre en place un **dispositif d'évaluation**.

Cette phase d'identification du contexte dans lequel va se dérouler le futur projet va permettre d'en déterminer la nature.

Pour la pérennité du projet, et afin que l'ensemble de la communauté éducative soit impliquée, **l'éducation au développement doit idéalement être considérée comme un axe central du projet d'établissement**.

Les **liens entre EAD et référentiels** doivent être mis en avant, ne serait-ce que pour **légitimer** le projet et **convaincre** les personnels et les apprenants de s'y impliquer.



DE LA MOBILITÉ À LA DÉCONSTRUCTION DES PRÉJUGÉS

Dans un lycée, des problèmes de racisme (induisant des problèmes de comportement) ont été identifiés par l'équipe éducative. Dans ce contexte, inutile de se lancer dans l'organisation (complexe, coûteuse et chronophage) d'une mobilité à l'étranger. Des activités d'éducation au développement portant sur le respect de l'autre et l'interculturalité peuvent être organisées (théâtre-forum sur les discriminations par exemple) avant de faire venir un intervenant extérieur travaillant sur ce sujet (association).

3

CHOISIR UN TYPE DE PROJET

Action ponctuelle, projet annuel ou pluriannuel, actions d'EAD en lien avec une mobilité... Les types de projets sont nombreux, répondant chacun à des besoins différents, visant des objectifs particuliers, que votre diagnostic aura permis d'identifier et de définir.



Typologie des projets d'EAD

PROJETS D'EAD PONCTUELS



EXEMPLE

Journée
solidaire

PROJETS D'EAD ANNUELS/PLURI- ANNUELS



EXEMPLE

Sensibilisation
au commerce
équitable tout au
long de l'année,
dans différentes
matières (économie,
géographie), au
CDI, à la cantine
avec l'organisation
d'un repas équitable

PROJETS D'EAD EN LIEN AVEC UNE MOBILITÉ



EXEMPLE

Préparation
au départ et
valorisation
au retour

LES PROJETS D'EAD PONCTUELS

Bien délimités dans le temps, ils ont plus vocation à sensibiliser qu'à éduquer, et peuvent également servir la stratégie de communication du lycée. Les campagnes nationales d'EAD³ constituent de bonnes opportunités pour organiser ce type d'évènement.

> Voir la fiche-action du LAP Touscayrats page 66.

LES PROJETS D'EAD ANNUELS / PLURI-ANNUELS

Plus ambitieux, ces projets impliquent plusieurs enseignants (projets pluridisciplinaires), voire même l'ensemble de la communauté éducative (y compris le personnel technique et administratif).

> Voir la fiche-action du LEAP Bonne Terre page 63.

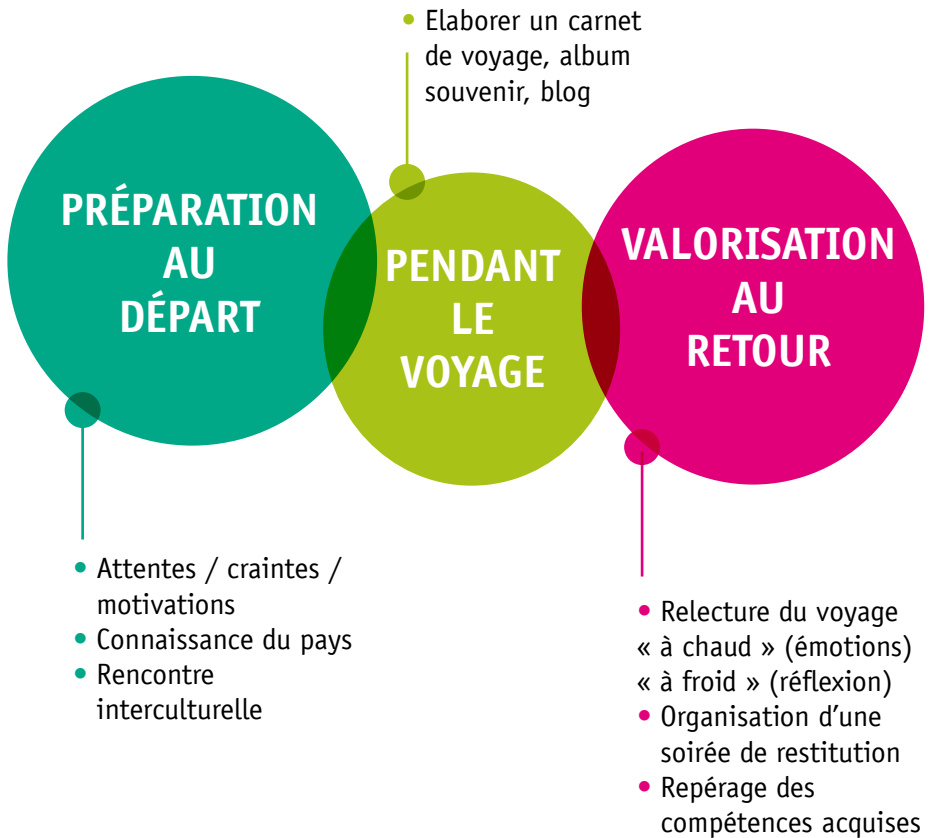
LES PROJETS D'EAD EN LIEN AVEC UNE MOBILITÉ

Dans le cadre d'un projet de mobilité à l'étranger, l'EAD doit être fortement mobilisée pendant les phases de préparation au départ et de valorisation au retour. La préparation à la rencontre interculturelle est notamment un prérequis indispensable, et ce peu importe le lieu de déroulement de la mobilité.

> Voir la fiche-action du LEAP Sainte-Cécile page 69.

³ Voir Annexe 5.

EAD et mobilité



Attention à la **phase de « relecture » du projet**, où l'on réfléchit à ce que l'on a fait et vécu : on réduit souvent le retour à la valorisation, alors que cette phase de relecture à plusieurs niveaux permet aux élèves d'évacuer ce qu'ils ont vécu.

Quelques – très – bons outils existent, tels que la fiche 5 « Revenir... s'y préparer pour continuer » du *Guide Visa pour le voyage du CCFD-terre solidaire*, ou le guide *Accompagner les jeunes dans leurs initiatives de solidarité internationale* (Conseil Général d'Ille-et-Vilaine et autres auteurs, 2011).

www.ccf-d-terresolidaire.org



PAROLES DE CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

« J'ai demandé aux jeunes devant qui ils voulaient témoigner. Ils n'ont pas les mêmes réponses, les mêmes discours en fonction du public, de la personne. »

4

COMPOSER L'ÉQUIPE DE PILOTAGE DU PROJET

Au sein de l'établissement, un préalable indispensable est **d'identifier des personnes ressources intéressées et de constituer une équipe désireuse de s'impliquer.**

Le « noyau dur » de l'équipe projet peut également faire appel à d'autres personnes en fonction des besoins pour fédérer au fur et à mesure autour du projet, et passer du petit au grand projet.



Suivant le type et l'ampleur du projet, le nombre de personnes impliquées peut être variable, tout comme leur niveau d'implication : par exemple, untel sera en charge des relations avec les partenaires extérieurs, tandis qu'une telle valorisera le projet en l'intégrant directement dans son enseignement. Egalement, ne pas oublier que le projet peut avoir des répercussions sur des personnes non impliquées (emploi du temps modifié, élèves absents...).



COORDONNER LA SEMAINE DE SENSIBILISATION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Au LEAP Le Buat (78580, Ile de France), le programme de la semaine est fixé dès la fin de l'année scolaire et repris aux journées pédagogiques de début d'année. La semaine est organisée par : le coordinateur éco-école (enseignant), les personnels de vie scolaire, deux enseignantes d'économie sociale et familiale et d'éducation socio-culturelle, la directrice adjointe

Pour faire le lien entre toutes les personnes et structures impliquées dans le projet, il peut être utile de **désigner une personne-relais ou coordinatrice du projet**, qui veillera à ce que chacun soit au même niveau d'information et au respect du planning.



RENÉ, «PILOTE» DE PROJET

« Piloter un projet de coopération internationale dans l'enseignement agricole, c'est d'abord s'assurer que chacun des acteurs concernés est considéré. Parmi eux, les apprenants doivent garder une place centrale. Dans ce sens, piloter c'est s'assurer, au-delà du projet de solidarité internationale, que les actions d'éducation au développement, celles qui favorisent d'autres formes d'apprentissages, soient au centre de tous les projets de nos établissements. Piloter c'est nécessairement co-construire les actions. En situation de «négociation permanente», en veillant à diffuser les informations (règles de sécurité, informations pratiques, données relatives au contexte), le pilote doit ainsi sans cesse s'assurer que les co-pilotes, les acteurs, les publics adhèrent et s'engagent. Piloter c'est maintenir une dynamique collective. »

Le pilotage du projet peut également reposer, en partie ou entièrement, **sur les jeunes impliqués dans l'action**, regroupés en association par exemple. Une manière de les rendre véritablement **acteurs**.



UN PROJET GÉRÉ PAR UNE ASSOCIATION DE JEUNES

Le lycée horticole et forestier Saint Joseph (76270, Haute Normandie) est engagé depuis quelques années dans un partenariat avec le Bénin (activités agricoles et horticoles). Pour porter ce partenariat, une association de solidarité, Calao, a été créée. Elle est gérée par de jeunes lycéens, et animée bénévolement par trois personnels de l'établissement.

5

IDENTIFIER DES PARTENAIRES

Différentes ressources sont à votre disposition pour vous aider à identifier des partenaires sur votre territoire :

- Le réseau EADR-SI de correspondants régionaux et les relais nationaux ;
- Les chargés de coopération internationale en SRFD ;
- Les réseaux géographiques de la DGER, les réseaux associatifs,
- Les réseaux régionaux multi-acteurs (Cercoop, Centraider, etc.)⁴ ;
- Les projets de coopération internationale des collectivités territoriales (coopération décentralisée) ;
- Le réseau diplomatique et culturel français à l'étranger...

Si le partenariat est construit sur de bonnes bases, les partenaires sont des éléments facilitateurs du projet.



LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, UN SECTEUR PROFESSIONNEL À PART ENTÈRE

Depuis quelques dizaines d'années, les acteurs associatifs de la coopération et de la solidarité internationale se sont professionnalisés. N'hésitez pas à rentrer en contact avec ces organisations pour connaître les principaux sujets et débats qui animent le milieu, et à vous rendre sur le site internet de Coordination Sud, qui rassemble des ONG françaises de solidarité internationale : www.coordinationsud.org.

⁴ Voir Annexe 5.



DE LA BRETAGNE AU SÉNÉGAL, UN PARTENARIAT QUI DURE

Le partenariat entre le LTP Saint Nicolas la Providence (35360, Bretagne) et plusieurs structures sénégalaises (associations, collectivités locales) a débuté en 2004, lorsque des élèves de BTA SMR volontaires ont réalisé une étude de milieu de deux semaines dans le village de Kidira, près de la frontière malienne. Cette étude s'est poursuivie en 2005 et 2006, avec deux autres promotions d'élèves. Depuis 2006, les élèves de 1ère SMR partent au Sénégal pour un stage d'ouverture de quatre semaines, dans la région de Thiès. Aujourd'hui, le Bac Pro SAPAT propose aux jeunes un stage de quatre semaines dans cette même région.



FAIRE LE LIEN AVEC LES PROJETS DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Depuis quelques années, l'ISNAB (33140, Aquitaine) est un intervenant actif d'un projet de coopération décentralisée mené par le Conseil Général de Gironde en Algérie, dans la région d'Adrar. En octobre 2011, l'équipe BTSA GEMEAU (enseignants et étudiants) a accueilli une délégation de professionnels algériens en Gironde. Ils sont ensuite allés dans le sud algérien en avril 2012 pour une rencontre sur le terrain. Par ces échanges, des collaborations ont été mises en place dans plusieurs domaines : eau, assainissement, développement durable, enseignement supérieur, éducation...



DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DES ACTIVITÉS DU PROJET EN LIEN AVEC LES PARTENAIRES

Il est nécessaire de mettre en place un cadre et des repères pour l'équipe encadrante, les élèves et les partenaires, afin d'avancer...sinon c'est le stress assuré ! Attention cependant à ne pas figer le projet.

L'important est de se mettre d'accord, dès le début sur les objectifs et les activités, et d'être attentif à la bonne transmission de l'information tout au long du projet. Il peut être utile, par exemple, de définir un échéancier ou rétroplanning pour positionner toutes les activités à réaliser.



POUR SYNTHÉTISER QUELQUES NOTIONS-CLÉS À RESPECTER...

Un projet **co-construit**...

Un projet, une action, un évènement...ça ne se réfléchit pas tout seul dans son coin ! Que ce soit dans l'élaboration du projet, dans sa mise en place ou dans son évaluation, la co-construction est un facteur essentiel de la bonne réussite de l'action.

...dans une logique **collective**...

Si les différents partenaires ont veillé à la co-construction de l'action, l'implication de tous dans le projet devrait en découler.

...en se laissant la possibilité d'**adapter**...

Un projet ne répond pas à une logique linéaire : tout ne se passe pas forcément comme on l'avait prévu ! Face à des évènements imprévus, ne pas hésiter à adapter sa démarche, voire à réduire ses ambitions initiales. Ce n'est pas un aveu d'échec, mais faire preuve de pragmatisme !

...et en faisant preuve de **créativité**...

On oublie souvent l'une des dimensions (et pas des moindres !) de l'éducation au développement : le plaisir ! Laisser libre cours à votre créativité et imagination, l'EAD c'est fait pour ça !

...pour aboutir à un **partenariat** fructueux et durable !

Un projet pour des apprentissages



BIBLIOGRAPHIE COMPLÉMENTAIRE

- **Montage de projet**

Collectif, *Accompagner les jeunes dans leurs initiatives de solidarité internationale*, 2011

> *Disponible sur le site suivant :*

www.bretagne-solidarite-internationale.org

- **Outils pédagogiques**

CCFD, *Visa pour le voyage*, 2014

CCFD, *Le sens du développement*, 2011

> *Disponibles sur le site suivant : www.ccf-d-terresolidaire.org*

Pour une éducation au développement durable et solidaire, CNDP-CRDP Franche-Comté, 2012



PARTIE 3 :
POUR **SE LANCER** :
METTRE EN PLACE
LE PROJET !



RECHERCHER DES FINANCEMENTS

Voilà, ça y est, vous avez plein d'idées, vous avez une équipe autour de vous, les différentes activités sont planifiées sur l'année...mais vous n'avez pas de moyens financiers...

Pas de panique, il existe plusieurs manières de financer un projet d'éducation au développement rural et à la solidarité internationale !

Les sources de financement d'un projet d'éducation au développement sont variées :

- **Demandes de financement auprès des collectivités locales et territoriales⁵ et des structures privées** (mécènes, institutions, fondations, entreprises, partenaires du lycée, sponsors) ;
- **Contributions de l'établissement ;**
- **Contributions des élèves** (en particulier dans le cas de mobilités) ;
- **Activités et animations périscolaires de collecte de fonds.** Ex : organisation d'un repas à thème.

⁵ Les Conseils Régionaux, Généraux, municipaux et de communauté de communes peuvent soutenir des projets d'éducation au développement, selon des conditions qui diffèrent d'une région et d'un département à l'autre.

Il existe également d'autres financements, comme le programme Jeunesse et Solidarité Internationale du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes. Le programme JSI, géré par le Fonjep (Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire) finance depuis 1997 des actions de solidarité construites sur une base partenariale et favorisant la rencontre et les échanges interculturels.

N'hésitez pas à regarder régulièrement la rubrique « Financements » sur le site du réseau EADR-SI : www.eadrsi-cneap.fr



UN PROJET AUX SOURCES DE FINANCEMENTS VARIÉES

Le LHP Lyon Pressin (69230, Rhône-Alpes) a organisé de 2010 à 2012 des voyages d'études et d'échanges interculturels au Maroc, dans le cadre des EIE (Enseignements à l'Initiative de l'Etablissement). En 2011, pour un groupe de 16 jeunes et 4 adultes (3 accompagnateurs et 1 maraîcher), le projet a coûté 11 300 euros : subvention de 7500 euros de la région Rhône-Alpes (« Passeport solidaire »), participation du maraîcher (400 euros) et des familles (180 euros par jeune), actions d'autofinancement (ventes de compositions florales).

2

METTRE
EN ŒUVRE
LE PROJET :

TROIS EXEMPLES
PARMI TANT
D'AUTRES...



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE À PÉZENAS : QUELS DÉFIS ? VERS QUELS LEVIERS D' ACTIONS ?

LEAP BONNE TERRE, 34120, LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pourquoi cette action ?

Plusieurs éléments sont à l'origine de ce projet :

- L'établissement soutient depuis une dizaine d'années le développement de collèges agricoles à Madagascar créés à l'initiative de Fifata, organisation paysanne malgache, de Fert et du CNEAP ;
- Il accueille depuis deux ans une boutique pédagogique de vente de produits de proximité issus du commerce équitable.

Même si les actions ponctuelles de promotion de la solidarité internationale et de la consommation responsable sont importantes, la nécessité d'un travail plus cohérent et dans la durée s'est faite sentir. La classe de 4ème a été choisie pour mener cette action (année scolaire 2012-2013).

Comment ?

Une progression pédagogique a été élaborée par l'équipe éducative :

- 1^{ère} phase : « *je découvre les inégalités, le commerce équitable, Madagascar* » ;
- 2^{ème} phase : « *je comprends l'engagement de mon établissement dans la solidarité internationale* » ;
- 3^{ème} phase : « *je m'engage et je sensibilise à mon tour* ».

Ce projet pédagogique a été réalisé en lien étroit avec l'association Artisans du Monde.

Les objectifs visés

- Appréhender les interdépendances et inégalités mondiales ;
- Valoriser différentes alternatives, au « Nord » comme au « Sud » : le commerce équitable, l'appui à la formation agricole à Madagascar.

Des exemples d'actions

- Animation « *Le goûter arrogant* » : répartition et commerce mondial des denrées alimentaires ;
- Présentation de la filière cacao en lien avec un produit d'Artisans du Monde vendu dans la boutique équitable de l'établissement ;
- Sensibilisation sur la consommation d'un produit jeune : les boissons énergisantes ;
- Soutien de la formation agricole à Madagascar : présentation du pays et du projet, travail sur les représentations des jeunes ;
- Visite de la boutique d'Artisans du Monde à Montpellier et discussion avec les bénévoles ;
- Présentation du commerce équitable par les jeunes de Bonne Terre aux élèves d'une école primaire des environs.

Ça coûte combien ?

- Intervention d'une association : 800 euros
- Organisation d'un repas malgache : 600 euros
- Communication : 450 euros
- Frais de déplacement : 500 euros

Total : 2 350 euros.

Et après l'action, vient le temps du bilan

Des jeunes impliqués et investis, malgré quelques difficultés liées à la timidité lors de la restitution à l'école primaire. Une communauté éducative enthousiaste qui s'est relancée dans l'aventure l'année d'après !

Des liens pour aller plus loin

LEAP Bonne Terre de Pézenas : www.bonne-terre.fr

LA SEMAINE DE L'ALTÉRITÉ

LAP TOUSCAYRATS (81110, MIDI-PYRÉNÉES)

Pourquoi cette action ?

Depuis plusieurs années, le LAP de Touscayrats organise une semaine de la coopération internationale à destination de l'ensemble des élèves du lycée afin de les sensibiliser à l'interculturalité et à la nécessité de l'ouverture au monde, de la solidarité et du partage. Les années précédentes, cette semaine s'organisait autour d'un pays défini au préalable, et qui devenait pendant la semaine support d'interventions, de travaux d'élèves, de séances pédagogiques mêlant toutes les disciplines et thématiques (arts, gastronomie, littérature, sport, écologie...etc.).

En 2012-2013, l'équipe éducative avait envie de rendre cette semaine plus transversale en s'affranchissant du choix d'un pays et les mots « autre, autrement, altérité » sont rapidement apparus dans les discussions préparatoires. La semaine fut alors baptisée : « *Semaine de l'altérité* ».

« Comment vivre ensemble alors que nous sommes tous singuliers », c'est la problématique qui a animé la semaine de l'altérité.

Comment ?

Un groupe de pilotage du projet, composé d'enseignants, a travaillé en lien avec le Collectif du Voyage Equitable et Solidaire de Midi-Pyrénées (CVESMP), constitué d'associations œuvrant dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), et qui possède un bus éco-voyageur, équipé pour accueillir du public, des expositions et des projections. Des enseignants n'appartenant pas au comité de pilotage ont également proposé des actions à réaliser pendant cette semaine, qu'ils ont préparées en amont avec leurs élèves. L'équipe de restauration en lien avec des enseignants et des élèves a également concouru à l'organisation de certaines actions.

Les objectifs visés

- Appréhender l'altérité sous toutes ses formes ;
- Souligner la nécessité d'être plus attentif, curieux et solidaire à l'égard de ses contemporains ;
- Affirmer qu'un certain art du « bien vivre ensemble » ne peut s'exprimer qu'en prenant en compte les singularités de l'autre dans sa culture, ses capacités, ses handicaps, son niveau de vie, etc.

Des exemples d'actions

• Pendant la semaine

- Des expositions : la coopération décentralisée du Conseil Général du Tarn, le travail des enfants, le commerce équitable ;
- Un café « agro-philo » sur le thème « nature et culture à travers différentes sociétés humaines » ;
- Des ateliers sur les énergies renouvelables.

• Après la semaine :

Une course d'orientation avec stand sur le handicap.

Ça coûte combien ?

- Interventions des différentes associations : 1 600 euros
- Location du bus éco-partageur : 650 euros
- Frais de déplacements (défraiements des intervenants, sorties des élèves) : 800 euros
- Organisation des séances de cinéma : 600 euros

Total : 3 650 euros

Et après l'action, vient le temps du bilan

L'équipe éducative s'est davantage impliquée dans l'organisation de la semaine cette année, du fait de la thématique choisie, assez large et permettant à chacun de s'y reconnaître. Les élèves ont également été très impliqués dans certaines actions (ateliers percussions, rencontres autour du handicap, repas végétarien, expositions). D'autres interventions ont cependant moins bien fonctionné, en raison notamment du manque d'expérience des intervenants et de leur méconnaissance du public.

L'organisation d'une telle semaine demande beaucoup de temps, notamment de coordination (réunions du groupe de pilotage et avec l'ensemble de l'équipe). Mais le jeu en valait la chandelle car le mot « altérité » - et tous ses prolongements possibles - a bien été compris par les élèves, qui ont perçu le sens et l'intérêt d'une telle semaine.

Des liens pour aller plus loin

LAP Touscayrats : www.touscayrats.fr

Collectif du Voyage Equitable et Solidaire de Midi-Pyrénées :
www.cvesmp.over-blog.com

LE MAROC, DÉCOUVRIR ET APPRÉHENDER UNE AUTRE CIVILISATION

LEAP SAINTE-CÉCILE, 41800 CENTRE

Pourquoi cette action ?

Depuis 1999, l'équipe pédagogique du lycée est investie dans la coopération internationale, en particulier avec des pays européens (Hongrie, Pologne, Italie). En 2007, une volonté de dépasser les frontières de l'Union Européenne s'est manifestée. Un enseignant d'histoire-géographie, intéressé par la coopération internationale, a été mis en lien, grâce à une enseignante d'éducation socio-culturelle (ESC), avec les animateurs du réseau Maroc de la DGER. Aidé d'enseignants d'ESC, d'aménagement du territoire et d'économie, il a monté un projet de visites itinérantes d'exploitations agricoles (voyages-découverte).

Le projet concerne des élèves de Bac Pro SMR : la notion de territoire est au cœur de cette filière. Ce voyage permet aux élèves d'être sensibilisés à des problématiques territoriales dans un pays en développement (PED). Les problématiques sont les suivantes : contraste entre l'urbain et le rural, place des femmes dans la société.

Comment ?

La première mobilité a eu lieu en 2007, dans un lycée agricole à Marrakech. L'enseignant responsable du projet a suivi la formation au départ des apprenants dispensée par le Réseau Education au Développement (RED), et assure aujourd'hui lui-même la préparation au départ de ses élèves.

Au retour, la mobilité est valorisée par une exposition lors des journées portes ouvertes du lycée. L'enseignante d'ESC fait également rédiger aux élèves un carnet de voyage.

Les objectifs visés

- Découvrir une autre civilisation, en accepter les différences ;
- Observer les modes de vie, les pratiques sociétales ;
- Lire des paysages (notamment par une approche sportive : randonnée au Maroc) et tenter de comprendre l'aménagement des territoires ;
- S'interroger sur la place des femmes dans la société marocaine, en évitant des schémas simplificateurs ;
- Développer un partenariat durable.

Ça coûte combien ?

Un séjour de 10 jours coûte environ 15 000 euros pour 25 élèves. Les élèves mènent des actions en Première et Terminale pour financer le projet. La région Centre contribue également au financement.

Et après l'action, vient le temps du bilan

Cette expérience apporte une incontestable ouverture sur le Maroc pour les élèves, ainsi qu'un regard critique sur les différences culturelles.

Ce projet n'a pas rencontré de difficultés particulières lors de sa mise en place : *« il est né de la volonté d'enseignants (les 3 mêmes), mais nous avons toujours été soutenus par la direction. L'équipe pédagogique nous suit également (nous sommes remplacés par nos collègues) »*. Le lycée y voit aussi son intérêt et communique autour du projet : articles dans le journal local, communication dans la ville de Montoire (soirées de financement).

Des liens pour aller plus loin

LEAP Saint-Cécile : www.lycee-saintececile.fr



VALORISATION ET COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET

La **communication** doit se faire tout au long du projet, mais elle est souvent négligée par les porteurs de projet, par manque de temps et d'énergie.

Pourtant, ce ne sont pas les idées qui manquent :

- créer un blog, alimenté par les jeunes et les accompagnants ;
- organiser une exposition photos ;
- faire témoigner les jeunes lors d'une soirée au lycée ;
- écrire des articles sur le projet pour des journaux locaux et régionaux, pour le site du lycée...



MOVEAGRI (WWW.MOVEAGRI.NING.COM)

Ce réseau social pour les élèves, étudiants et enseignants de l'enseignement agricole, vise à aider et valoriser les stages à l'étranger. Tout en permettant de connaître les différentes bourses disponibles pour partir en stage et de monter facilement un dossier, il est aussi un très bon outil de valorisation de l'expérience au niveau national, à travers un album photo, des vidéos et un résumé du stage.



COMMUNIQUER ET VALORISER POUR « DÉVELOPPER UNE COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE SOLIDAIRE » ET « INCITER LE JEUNE À ÉLARGIR SA VISION DU MONDE ».

A l'Institut Sandar (69579, Rhône-Alpes), les étudiants en BTS ont l'opportunité de conduire des missions de solidarité internationale, sur une vingtaine de jours dans le cadre d'un MIL Solidarité Internationale. Il semblait donc évident qu'une restitution orale de ces missions soit faite devant l'ensemble de la communauté éducative afin d'informer, de sensibiliser et pourquoi pas de susciter des projets parmi les élèves et étudiants. Chaque groupe a disposé d'un volume horaire de douze heures pour préparer la restitution orale : cadre de l'intervention, diaporama, logistique. Deux enseignants ont été présents pour encadrer, conseiller et assurer le suivi.



ÉVALUATION

Les modalités d'évaluation et de suivi sont à penser dès le départ, au moment de la définition des objectifs du projet.

Dans le cadre d'un projet d'éducation au développement en France, on peut retenir comme indicateurs les connaissances acquises, la participation des élèves et des adultes, la dynamique d'équipe, la vitalité du partenariat...





CHANGER LES REPRÉSENTATIONS DES ÉTUDIANTS SUR LE « SUD »

Un Module d'Initiative Locale (MIL) «Coopération – Développement» existe depuis 1992 au Campus de Pouillé (49130, Pays de la Loire). Chaque année, une vingtaine d'étudiants part au Burkina Faso pendant deux semaines au cours desquelles sont organisés des échanges et des rencontres avec des organisations paysannes. Cette expérience permet aux étudiants de changer leurs représentations sur la coopération et le développement. Du « *on veut faire quelque chose dans les pays du sud* » au départ, ils prennent peu à peu conscience :

- que l'aide et les échanges nord-sud sont plus complexes ;
- qu'un temps d'immersion et de compréhension des organisations sociales locales est nécessaire avant toute action ;
- qu'au final, ils ont peut-être plus à apprendre qu'à apporter ;
- que l'enrichissement est davantage dans l'échange mutuel que dans l'aide.

L'éducation au développement est nécessaire dans ce type de projets : « *nombreux sont les étudiants qui "veulent faire quelque chose, aider" mais dont les représentations des pays du Sud sont à faire évoluer.* »



AUDREY, CHARGÉE DE MISSION FORMATION AU F3E
www.f3e.asso.fr

Evaluer consiste à prendre du recul par rapport aux actions que nous menons en se posant deux principales questions : les changements recherchés dans notre projet d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) ont-ils du sens dans le contexte? Est-ce que pour atteindre ces changements, notre démarche est la bonne ? Comme les actions d'ECSI sont souvent à l'intersection de multiples autres actions, la prise de recul que permet l'évaluation pour les acteurs d'un projet (qu'ils soient porteurs ou bénéficiaires) permet de s'inscrire dans une démarche structurée et globale et elle est un facteur de changement durable.

Quelle différence entre effets et résultats ?

Les résultats d'un projet ECSI sont liés directement aux réalisations (par exemple : connaissances acquises à l'issue de la formation, satisfaction des participants à un séminaire, etc.), alors que les effets s'illustrent par ce que les acteurs sociaux font avec ce qu'ils ont appris (par exemple : engagement dans un mouvement citoyen, etc.).



POUR ALLER PLUS LOIN

L'évaluation fait appel à une profusion de termes qui se confondent parfois ! Changement, impact, effet, résultat... quelles différences ?

*Ce qu'on appelle le **changement** est un processus de nature complexe. Il résulte d'une combinaison de différentes petites modifications/évolutions, dues à des interactions entre différents acteurs et facteurs (...). Dans un contexte d'évaluation et de manière très opérationnelle, un changement est l'écart entre deux situations échelonnées dans le temps (...). Les changements recherchés sont les changements que les porteurs de projets souhaitent voir se réaliser.*

*Les **résultats** sont les changements constatés immédiatement après l'action. En EAD, ils recouvrent les différents types d'apprentissages suscités par l'action : complexification des représentations, maîtrise de certaines connaissances et savoir-faire, plus grande adhésion à certaines valeurs ou problématiques, etc.*

*Les **effets** d'une action d'EAD, sont les conséquences de la mobilisation par les acteurs sociaux de leurs apprentissages et des nouvelles compétences. Les effets se manifestent par des changements repérables au niveau individuel, collectif, institutionnel ou sociétal.*

*L'**impact** d'une action en EAD est la situation, analysée de façon transitoire ou finale, issue de l'ensemble des effets prévus ou non prévus, qui résultent de la façon dont les acteurs sociaux s'approprient les changements recherchés et les mettent en œuvre dans leur environnement avec leurs moyens, leurs contraintes, leur logique propre et l'ensemble des autres influences et sollicitations qui s'exercent sur eux.*

Extrait du guide : *Sur le chemin de l'impact de l'éducation au développement et à la solidarité internationale, F3E et Educasol, 2014. Disponible sur le site du F3E : www.f3e.asso.fr*

Voir aussi : *Education au développement et à la solidarité internationale : comment auto-évaluer ses actions ?, F3E et Educasol, 2009.*

CONCLUSION

Au-delà de l'apport indéniable pour les jeunes, l'éducation au développement rural et à la solidarité internationale est un véritable « plus » pour les équipes éducatives et cela, à de nombreux niveaux.

En effet, elle :

- favorise l'ouverture d'esprit et aide à se connaître soi-même, et les autres ;
- donne confiance en soi et peut ainsi permettre de remettre en mouvement des jeunes en rupture scolaire ;
- valorise les enseignements en faisant appel à des actions concrètes, permettant ainsi une meilleure attention des jeunes ;
- encourage à adopter un comportement plus concerné et réfléchi ;
- fédère et dynamise une équipe, et crée ainsi du lien au sein de l'établissement ;
- faire naître des échanges uniques entre jeunes et adultes.

L'établissement aussi récolte les fruits d'un croisement entre projet d'EAD et projet d'établissement. La création de liens au niveau local en travaillant sur un sujet international permet de dynamiser le recrutement d'élèves, et de donner une image dynamique de l'établissement. Mais l'EADR-SI permet surtout aux établissements de remplir leur mission éducative, et d'aider chacun à grandir.



FLORENCE, CHEF D'ÉTABLISSEMENT

Pourquoi avoir initié un tel projet ? Pour répondre à un des axes stratégiques de notre projet d'établissement, à savoir vivre ensemble en co-responsabilité.

Cette action de sensibilisation a permis à nos élèves de s'interroger davantage sur leurs propres actions (qu'elles soient ponctuelles ou quotidiennes), vis-à-vis du rapport à l'autre, du rapport à ceux qui sont dans le besoin.

NATHALIE, CHEF D'ÉTABLISSEMENT

L'EADR-SI permet de donner aux élèves une image du monde, différente de celle qu'ils ont en cours, une vision plus globale ; elle s'intéresse à l'Homme. Elle permet aussi de susciter l'envie de faire bouger notre monde ; c'est un retour à l'essentiel.

ANNEXES

ANNEXE 1 : CIRCULAIRE DU 26 JUIN 2001	83
ANNEXE 2 : DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DU RÉSEAU EADR-SI	84
ANNEXE 3 : DÉFINITION DE L'EAD PAR MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	87
ANNEXE 4 : DÉFINITION DE L'EAD-SI PAR EDUCASOL	89
ANNEXE 5 : LES CAMPAGNES NATIONALES D'EAD	90
ANNEXE 6 : STRUCTURES RESSOURCES EN RÉGION	92

ANNEXE 1 : CIRCULAIRE DU 26 JUIN 2001

« (...) La coopération internationale dans les établissements d'Enseignement agricole est diversifiée dans ses formes. (..) Elle comprend des domaines d'intervention différents qui peuvent coexister au sein d'une même action et entre lesquels aucune hiérarchie ne doit être établie : l'éducation et la formation, le développement et l'animation, l'ingénierie des dispositifs de formation, la recherche. (...) La conduite d'un projet international recouvre des dimensions culturelles, linguistiques, éducatives, scientifiques, technologiques, économiques et sociales (...) ».

« (...) Les actions de CI (...) doivent participer à l'éducation à la citoyenneté (...). Elles contribuent donc :

- A l'éducation au développement et à une approche interculturelle,
- A favoriser des attitudes et des comportements de socialisation,
- A encourager la tolérance, les solidarités par la découverte mutuelle des diversités et complémentarités,
- A développer le sens des responsabilités personnelles et collectives,
- A ouvrir les structures et leurs acteurs aux enjeux géopolitiques. »

ANNEXE 2 : DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DU RÉSEAU EADR-SI

Le réseau Education au développement rural et à la solidarité internationale

L'EADR-SI ... c'est quoi ?

Elle fait partie de la coopération internationale, l'une des missions de l'enseignement agricole. A ce titre, elle est étroitement reliée aux référentiels.

Eduquer au développement rural et à la solidarité internationale, c'est :

- **Prendre conscience** de l'interdépendance croissante des hommes, des états, des économies : les actes de chaque citoyen ont des conséquences à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale ;
- **S'intéresser** et s'ouvrir au monde - enjeu crucial dans une Europe en crise, parfois tentée par le repli identitaire - pour comprendre sa complexité, débattre et remettre en cause les idées reçues ;
- **Agir** pour un monde plus juste et solidaire.

L'EADR-SI ... c'est avec qui ?

Au sein de la fédération du CNEAP, des correspondants régionaux (CR), basés dans différentes régions, ont été formés à l'Education au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI).

Dans cette formation - fruit d'un partenariat entre le CNEAP, l'IFEAP et Fert – Fert, association française de coopération internationale, a apporté son expérience et sa connaissance des questions de développement rural dans les pays en développement. Ainsi, la pertinence d'une alliance entre les mondes de l'éducation et de la solidarité internationale, au service d'une action éducative, est démontrée.

Les correspondants régionaux, au nombre de 20 en 2013, sont des personnes ressources pour qui souhaite se lancer dans une démarche d'EADR-SI. Le travail en réseau est en effet indispensable pour communiquer sur ces questions et partager les expériences entre établissements du CNEAP et plus largement, au sein de l'enseignement agricole.

Travailler à plusieurs, en réseau (CR, communautés éducatives, partenaires) pour...

- **Ne pas réinventer** ce qui se fait déjà : partir de l'existant !
- **Lutter** contre l'isolement des porteurs de projets
- **Mutualiser, partager et échanger** les expériences, les bonnes pratiques, les points de vue

Je suis intéressé par l'EADR-SI... comment je fais ?

Les projets d'EADR-SI s'envisagent sur le temps long ; les actions ponctuelles sont intéressantes mais loin d'être suffisantes. Les occasions sont nombreuses dans les référentiels, d'aborder les thèmes du développement et de la solidarité internationale et ce, tout au long de l'année. Il en est de même pour les temps extra-scolaires (internat, vie scolaire). Egalement, les outils pédagogiques et ludiques de l'éducation au développement rural et à la solidarité internationale, invitent à la participation active et à la prise de parole des jeunes.

Ainsi j'identifie, dans un premier temps, les liens entre EADR-SI et référentiels de formation, puis je contacte les CR, les réseaux DGER, je m'inscris dans les formations IFEAP, tout ça pour...

Avancer ensemble !

ANNEXE 3 : DÉFINITION DE L'EAD PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Qu'est-ce que l'éducation au développement et à la citoyenneté internationale dans l'enseignement agricole ?

L'éducation au développement et à la citoyenneté internationale regroupe l'ensemble des actions menées pour développer une conscience du rôle de chacun dans les interdépendances mondiales et favoriser une citoyenneté active.

Elle constitue un objectif de la mission de coopération internationale de l'enseignement agricole défini par la circulaire DGER/FOPDAC/C2001-2008 du 26 juin 2001.

Les actions d'éducation au développement et à la citoyenneté internationale sont variées et font appel à des outils qui vont au-delà de l'apprentissage formel : échange interculturel, jeux de rôles, mise en situation, débats contradictoires, théâtre forum...

Il s'agit d'un processus d'éducation participative sur des thèmes comme le développement, les inégalités, l'environnement, l'alimentation, la paix, la justice, les droits, le genre... Il permet de faire prendre conscience et de faire évoluer les valeurs, attitudes et représentations du monde (comme les stéréotypes sur les pays et les étrangers) et donne ensuite envie d'agir.

C'est aussi bien sûr une analyse critique qui est menée pendant les cours au sein de différentes matières ou, mieux, de manière transversale en croisant différentes matières : agronomie, économie, éducation socio-culturelle, géographie, histoire, langues, philosophie, sociologie...

L'éducation au développement et à la citoyenneté internationale se pratique dans le cadre comme hors du cadre de la mobilité des apprenants à l'étranger.

Elle intervient de manière continue comme un moyen de préparation à la citoyenneté et de décentrage culturel.

Elle intervient également dans l'accompagnement des mobilités à l'étranger et notamment dans la préparation au départ, au-delà de la préparation linguistique et culturelle, et dans la valorisation a posteriori, deux étapes fondamentales pour que la mobilité internationale débouche sur des résultats pédagogiques et comportementaux significatifs.

Source : www.chlorofil.fr

ANNEXE 4 : DÉFINITION DE L'EAD-SI PAR EDUCASOL

L'éducation au développement et à la solidarité internationale a pour finalité le changement des mentalités et des comportements de chacun dans le but de contribuer individuellement et collectivement à la construction d'un monde juste, solidaire et durable.

Pour cela elle a pour objectif de favoriser :

- La compréhension des mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde,
- La prise de conscience de l'importance de la solidarité internationale comme facteur de changement social,
- L'action pour la construction d'un monde solidaire.

Eduquer au développement et à la solidarité internationale, c'est s'impliquer dans un processus éducatif global dont la dimension Nord/Sud est un élément constitutif déterminant.

Source : www.educasol.org

En juin 2014, les membres d'Educasol ont décidé d'adopter une nouvelle terminologie: Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (EAC-SI).

ANNEXE 5 : LES CAMPAGNES NATIONALES D'EAD

Campagne ALIMENTERRE

Coordonnée par le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale), et mise en œuvre au niveau national par des organisations relais, elle sensibilise et informe le grand public français sur les causes économiques, sociales et politiques de la faim dans le monde. Elle milite pour une agriculture familiale, viable et durable au Nord comme au Sud. Elle se déroule toute l'année, en fonction des activités propres organisées par les pôles et relais, avec un temps fort, du 15 octobre au 30 novembre dont le Festival de films AlimenTerre est la principale activité.

www.festival-alimenterre.org

Festival Migrant'scène

Le festival de la CIMADE (association de solidarité avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, agissant en France et à l'International, pour le respect des droits et la dignité des personnes), réunit et mobilise les milieux de la solidarité, de l'art, de la culture, de l'éducation, de la recherche ou de l'éducation populaire, au profit de public larges et variés. Autour de rencontres et d'échanges, il fête les migrations, interroge les politiques et mécanismes qui les sous-tendent et remet à l'honneur l'hospitalité comme fondement de notre société et de notre rapport à l'autre quel qu'il soit.

www.festivalmigrantscene.org

Semaine de la solidarité internationale

Grand rendez-vous national de sensibilisation à la solidarité internationale et au développement durable, elle permet chaque année, en novembre, de s'interroger sur la marche du monde, sur les notions de justice, d'équité et de solidarité. Partout en France, des manifestations aussi diverses que des conférences, spectacles, ateliers pratiques, jeux et actions de sensibilisation, repas équitables, projections débats... autour de thèmes tels que la défense des droits humains, le mieux vivre ensemble, la consommation équitable, le volontariat ou bénévolat... sont organisées afin d'échanger sur ce que chacun peut faire – au quotidien ou de façon plus engagé - pour rendre ce monde plus solidaire.

www.lasemaine.org

Semaine du développement durable

Organisée chaque année par le ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, du 1er au 07 avril et à destination des collectivités territoriales, des associations, entreprises, administrations, établissements scolaires... Elle vise à sensibiliser le grand public aux enjeux du développement durable, à apporter des solutions concrètes pour agir ainsi qu'à inciter chacun à adopter des comportements responsables. Chaque édition est dédiée à une thématique particulière, mais l'appel à projets est ouvert à tous les champs du développement durable : énergie, consommation, déchets, habitat...

www.agissons.developpement-durable.gouv.fr

ANNEXE 6 : STRUCTURES RESSOURCES EN RÉGION

Des structures régionales, présentes dans presque toutes les régions, centralisent les informations en lien avec la solidarité internationale au niveau régional, et proposent de nombreuses formations. Ce sont vos interlocuteurs privilégiés au niveau régional.

Aquitaine

Radsi (réseau associatif)

www.radsi.org

Cap Coopération (réseau multi-acteurs)

www.capcooperation.org

Auvergne

Cerapcoop (réseau multi-acteurs)

www.cerapcoop.org

Basse Normandie

Horizons Solidaires (réseau multi-acteurs)

www.horizons-solidaires.org

Bourgogne

Bourgogne Coopération (réseau multi-acteurs)

www.bourgognecooperation.org

Bretagne

ABCIS (plate-forme multipartenaire)

www.bretagne-solidarite-internationale.org

Centre

Centraider (réseau multi-acteurs)

www.centraider.org

Franche-Comté

Cercoop (réseau multi-acteurs)

www.cercoop.org

Midi-Pyrénées

Crosi (réseau associatif)

www.crosi.org

Midi-Pyrénées Coopdev'

www.mpcoopdev.org

Nord-Pas de Calais

Lianes Coopération (réseau multi-acteurs)

www.lianESCOOPERATION.org

Pays de la Loire

Alcid

www.alcid.org

Poitou-Charentes

Casi Poitou-Charentes

www.casi-poitou-charentes.org

Rhône-Alpes

Resacoop (réseau multi-acteurs)

www.resacoop.org



Avec le soutien de :

